

Syrie : les Occidentaux discutent, les Russes agissent



Après des semaines de crise diplomatique autour de l'intervention militaire turque au nord-est de la Syrie, Emmanuel Macron, Angela Merkel et Boris Johnson rencontrent aujourd'hui, mardi 3 décembre, Recept Tayyip Erdogan pour évoquer la situation.

Avec Alain
Rodier

Atlantico : Emmanuel Macron a estimé début novembre, dans un entretien donné à The Economist, que l'OTAN était en état de "mort cérébrale". Sur le terrain, l'OTAN a-t-elle encore une influence dans le conflit syrien ?

Alain Rodier : Ce n'est pas l'OTAN qui intervient directement en Syrie mais une coalition internationale réunissant théoriquement plus de 80 pays dont le ciment se situe à Washington. Leur objectif est de défaire Daech. L'OTAN ne "pense" pas le conflit syrien (ni irakien d'ailleurs) et c'est sans doute pour cette raison que le président Macron parle de "mort cérébrale". De plus, il n'a pas apprécié la dernière offensive turque (il n'avait pas dit grand chose pour les deux précédentes de 2016 et 2018) qui s'est faite avec l'accord tacite de Washington même si Trump a menacé de sanctions "terribles" la Turquie. Dans les faits, il sanctionnera effectivement la France car elle est considérée comme déloyale à sa personne et - surtout - elle reste une puissance économique concurrente pour les USA (même si la différence est énorme). Il ne peut lâcher la Turquie qui occupe une position géographique stratégique qui donne sur le Proche-Orient et la Fédération de Russie. En arrière, il y a le sort de la base aérienne d'Inçirlik (Adana) qui est vitale pour l'US Air Force sans compter les stations d'écoute et de radars qui datent de la Guerre froide. Ankara peut, en cas de sanctions, exiger le départ des militaires américains.

Sous l'impulsion de l'Administration américaine, l'OTAN se prépare à contrer une agression russe contre l'Europe. Les "lanceurs d'alerte" sont principalement les pays baltes et la Pologne qui ont un effroyable souvenir de ce que fut le XXème siècle avec la domination de l'URSS et du Pacte de Varsovie et, pour tous ceux qui ont connu la Guerre froide dont je fais partie, on ne peut que les comprendre. Ils ont particulièrement peur que les minorités russophones présentes dans leurs pays ne servent de prétexte à une nouvelle intervention militaire comme cela a été le cas en Crimée. Je pense sincèrement qu'ils se trompent (majoritairement pour des raisons de politique intérieure, un ennemi extérieur étant très pratique pour constituer une "union nationale" contre le danger commun). Pour moi, la Russie n'a pas de volonté (ni les moyens) hégémoniques vers l'Europe occidentale. Toutefois, elle répond à ce qu'elle considère comme être des "provocations" de l'OTAN instrumentalisées par Washington.

Du temps de l'URSS, il s'agissait d'exporter le communisme pour chasser les "capitalistes" et les "patrons" pour apporter les "petits matins qui chantent". Les Russes ont aujourd'hui leurs "patrons" et sont "capitalistes". Ils n'ont donc plus d'idéologie à répandre pour le "bien" de l'humanité.

Pour revenir à l'influence de l'OTAN en Syrie, elle est aujourd'hui quasi nulle. Les seuls qui ont encore l'initiative sont :

. le régime syrien même s'il n'a pas les forces nécessaires pour reconquérir puis surtout pour contrôler l'ensemble du territoire de l'ancienne Syrie ;

. les Russes qui sont très efficaces sur un plan opérationnel tout en manquant de troupes au sol au cas où la situation s'aggraverait dans une zone ou une autre. Pour le moment, il ont eu du culot, du professionnalisme et de la chance... Par exemple, l'armée russe déploie de petits contingents de "police militaire" (théoriquement des forces "d'interposition" qui ne devraient pas avoir à combattre sauf en cas de légitime défense) sur la base aérienne d'Abu Duhur située au sud-est de la province d'Idlib (ce qui a permis d'y amener des avions protégés par des systèmes anti-aériens à courte portée Pantsir S-1) et à l'est de l'Euphrate le long de la frontière turque à Tall Abyad (où les Russes ont pris possession des installations abandonnées par les Américains), à Ain Issa, Tall Tamr et Qasmili, localité située à quelques dizaines de kilomètres de la frontière irakienne.

. les Turcs (mettant en avant l' "Armée Nationale syrienne" - un conglomérat de groupes rebelles soit-disant "modérés" -) qui ont lancé sans aucun mandat international des offensives qui ont permis la conquête de portions de territoire syrien; la dernière ("Source de Paix") menée en octobre à l'est de l'Euphrate a permis de faire la jonction avec les Russes pour s'implanter sur une bande d'une trentaine de kilomètres au sud de la frontière turque; la précédente ("Rameau d'Olivier") menée en 2018 ayant permis l'occupation du canton d'Afrine situé au nord-ouest de la Syrie et la première "Bouclier de l'Euphrate" (en 2016) ayant eu pour résultat le contrôle d'une zone allant de Jarabulus sur l'Euphrate à al-Bab situé plus au sud-ouest. Comme à Chypre occupé depuis 1974, les Turcs ne sont pas prêts de repartir. Ce qui reste mystérieux, ce sont les relations secrètes qui existent entre Ankara, Moscou et Damas...

. les Iraniens toujours présents via leurs milices ou Hezbollah interposés. Mais ils rencontrent de gros problèmes à domicile, en Iran, au Liban et en Irak sans compter que leurs ressources pour les opérations extérieures sont en diminution constante du fait des sanctions imposées par les Américains.

La crise diplomatique qui oppose le Président de la République à son homologue turc a pu donner l'impression que la France avait encore de l'influence sur la question kurde. Quels acteurs sont vraiment déterminants et quels sont aujourd'hui les rapports de force ?

Il n'y a pas une "question kurde" mais des "problèmes kurdes". En effet, ce n'est en aucun cas une cause qui unit un seul peuple comme veulent le faire croire certains observateurs engagés (on peut comprendre leur sympathie vis-à-vis des gens qu'ils ont côtoyé durant des années de guerre mais avoir "la gueule dans le mur" ne permet parfois pas de prendre le recul nécessaire pour décrypter la situation dans sa globalité). Il y a plusieurs peuples kurdes qui, parfois, s'opposent par les armes (voir l'histoire de l'UPK et du PDK irakiens).

Les Kurdes syriens qui sont les cousins germains des marxistes-léninistes du PKK turc (devenu "apoïste" en ajoutant un zeste d'autogestion et d'écologie qui sont très appréciés par les intellectuels européens) sont lâchés par tout le monde. D'abord les États-Unis qui, s'ils s'en sont servis comme piétaille du champ de bataille pour reprendre l'"Etat" islamique, ont aussi été les premiers à leur apporter aide et soutien direct lorsqu'ils étaient acculés par Daech à Kobané. Sans les bombardiers américains et les forces spéciales, Daech aurait toujours son "Etat" aux frontières de la Turquie (qui s'était bien gardée d'intervenir à l'époque, la puissante armée turque restant l'arme au pied en regardant le spectacle depuis l'autre côté de la frontière). Il reste la France et la Grande-Bretagne. Ces deux pays ont une longue expérience des guerres coloniales et savent qu'il ne faut surtout rien promettre aux autochtones car viendra le temps où l'autorité politique donnera l'ordre de partir en les abandonnant à leur sort. Pour ne pas paraître trop cynique, je pense que les différentes parties ont, à un moment donné, des objectifs (et des ennemis) communs qui entraînent une coopération opérationnelle étroite. Cela n'engage aucune partie à une reconnaissance éternelle même si les épreuves traversées ont été héroïques.

La région d'Idlib (au nord-ouest de la Syrie) est une verrue pour tout le monde. Elle est cernée au nord par les Turcs, au sud par l'armée régulière syrienne appuyée par les Russes. Au centre, les rebelles sont répartis en deux formations principales : le "Hayat Tahrir al-Cham" (HTC) qui a officiellement rompu avec Al-Qaïda et le "Hifl Nusrat al-Islam", une coalition formée autour du "Ansar al-Tawhid" (ex-"Jund al-Aqsa") et du "Hurras al-Din" (HAD), deux groupes dont les émirs ont renouvelé leur allégeance à Ayman al-Zawahiri. Ces deux formations se déchirent régulièrement pour grignoter des territoires. Le tout est ponctué de frappes aériennes syro-russes puis américaines (dans le nord de la province sans oublier le raid qui a mis fin à la carrière d'al-Baghdadi que personne ne voyait dans cette région - en dehors des services de renseignement US qui ont été particulièrement performants). En effet, alors que les États-Unis semblaient se désintéresser de cette zone faisant effort sur les régions contrôlées par leurs alliés des Forces Démocratiques Syriennes (FDS) situées majoritairement à l'est de l'Euphrate, à partir de l'été 2019, ils ont mis à prix la tête de plusieurs membres de ce qu'ils dénomment "Al-Qaïda en Syrie" (AQ-S)(1), c'est-à-dire les mouvements de la coalition cités plus avant.

Cette rencontre intervient alors que Royaume-Uni, Allemagne et France peinent à trouver des accords politiques. Il y a un an, Emmanuel Macron plaïdait pour une "vraie armée européenne" et au G7, son rapprochement avec Vladimir Poutine a été noté. Ses initiatives politiques et diplomatiques vous semblent-ils cohérents avec les enjeux ?

L'armée européenne est un vœu pieux qui n'est réalisable que s'il y a un "Etat" européen avec un gouvernement central qui est en mesure de donner des ordres qui engagent la vie de ses concitoyens car une armée, s'est fait pour faire la guerre et, logiquement, il y a des victimes dans les deux camps. C'est pour cette raison qu'il n'en n'est pas question pour l'instant car il ne faut pas mettre la

charrue avant les boeufs. Il conviendrait de faire une union politique avant une union militaire... Pour l'instant, c'est inconcevable.

Quant à l'ennemi russe désigné par Washington, sans tomber dans un quelconque angélisme, je pense que la menace n'existe pas au moins sur le plan militaire (la conquête de la Crimée a été un cas à part, les Russes ne pouvant abandonner la base stratégique de Sébastopol). Les divisions blindées-mécanisées russes ne vont pas demain prendre d'assaut l'Europe comme cela était prévu dans les plans du Pacte de Varsovie. L'ennemi intérieur - épaulé par les Spetsnaz - devant créer la subversion amenuisant la volonté de défense des Occidentaux n'existe plus - ou plutôt, est en roue libre n'ayant plus de "mentor" et le regrettant amèrement en faisant de l'anti-russe son premier combat car cet "ennemi intérieur" est extrêmement déçu de la tournure prise par le marxisme-léninisme inculqué par les générations précédentes (quel bonheur d'avoir des parents communistes!).

A l'évidence, le président Poutine se préoccupe d'abord de la vie de ses concitoyens et l'Europe n'est son souci qu'en termes de débouchés économiques (le gaz) et d'échanges culturels... c'est-à-dire venir "piquer" les innovations technologiques européennes en activant ses services de renseignement. Mais si cette dernière menace est effectivement à prendre en compte très sérieusement, il n'est plus question pour Moscou de mener des actions de déstabilisation (particulièrement en influençant le résultat d'élections). L'Europe n'a d'ailleurs pas besoin des Russes pour cela, elle se déstabilise très bien toute seule même si la Russie peut parfois mettre le doigt là où ça fait mal. Mais Moscou a aussi besoin d'une Europe prospère (donc pas trop déstabilisée politiquement) pour garder des débouchés économiques intéressants. Les Chinois, c'est bien, mais ils ne consomment pas assez pour être assez attractifs à court ou moyen terme.